

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Dix-neuvième session de la Conférence des Parties
Panama (Panama), 14 – 25 novembre 2022

Comité II

Budget et programme de travail pour la période 2023-2025

PROJET DE RESOLUTION DE LA CONFERENCE DES PARTIES

Le présent document a été préparé par le groupe de travail sur le budget sur la base des documents CoP19 Docs. 7.1, 7.2, 7.3 et 7.4 après discussion à la première séance du Comité II (voire compte rendu CoP19 Com. II Rec. 1).

Projet de résolution Conf. 19.X sur *Financement et programme de travail chiffré pour le Secrétariat pour la période triennale ~~2020-2022~~ 2023-2025*

Les ajouts à la résolution Conf. 18.1 sont soulignés et les suppressions sont ~~barrées~~.

RAPPELANT que l'amendement financier à la Convention, adopté à Bonn en 1979, est entré en vigueur le 13 avril 1987 ;

RAPPELANT également la résolution Conf. 47-218.1, *Financement et programme de travail chiffré pour le Secrétariat pour ~~2017-2019~~ 2020-2022* adoptée par la Conférence des Parties à sa 47^e session (Johannesburg, 2016-Genève, 2019) ;

AYANT PRIS NOTE des dépenses effectives de ~~2017-2018~~ 2019-2021 engagées par le Secrétariat (document CoP4819 Doc. ~~7.3~~ 7.3);

AYANT EXAMINÉ le programme de travail chiffré proposé pour la période triennale ~~2020-2022~~ 2023-2025 soumis par le Secrétariat (document CoP4819 Doc. ~~7.2~~ 7.4);

SE FÉLICITANT de la signature du Mémoire d'accord entre le Comité permanent de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) concernant les services du Secrétariat et l'appui à la Convention, qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2011 ;

CONSTATANT l'augmentation du nombre des Parties à la Convention et du nombre d'espèces inscrites aux annexes, ainsi qu'un intérêt croissant à l'égard de la Convention, et NOTANT la nécessité d'une plus grande assistance aux Parties en vue d'une application plus efficace de la Convention, ainsi que la nécessité de prévoir un financement adéquat pour mettre en œuvre toutes les décisions et résolutions de la Conférence des Parties et la *Vision de la stratégie CITES pour ~~2008 à 2020~~ 2021-2030* révisée à la 47^e session, et pour couvrir les dépenses de ce fait croissantes du Secrétariat et pallier aux pressions qu'il subit ;

RAPPELANT le paragraphe 203 du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (également connue sous le nom de Rio+20) intitulé *L'avenir que nous voulons*, qui souligne l'importance de la CITES ;

² Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/73/274 76/238

RAPPELANT également la résolution 69/314 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) *Lutte contre le trafic des espèces sauvages* qui reconnaissait le cadre juridique fourni par la CITES et le rôle important de celle-ci, ainsi que la résolution 68/205 *Journée mondiale de la vie sauvage* par laquelle l'Assemblée générale de l'ONU décidait que le 3 mars, date de l'adoption de la CITES, serait la Journée mondiale de la vie sauvage et désignait le Secrétariat de la CITES comme facilitateur pour l'observation mondiale de cette journée particulière dans le calendrier des Nations Unies ;

RECONNAISSANT l'importance et le besoin manifeste d'un financement accru en faveur de la mise en œuvre de la CITES pour aider les Parties à réaliser plus efficacement les objectifs de la Convention ;

RAPPELANT la *Vision de la stratégie CITES* et soulignant l'importance d'une application pleine et efficace de la CITES comme moyen de renforcer la contribution de la Convention à la réalisation des objectifs pertinents d'Aichi pour la biodiversité et de tout autre but ou objectif approprié dont il sera convenu au titre du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ;

RECONNAISSANT également la contribution que pourrait apporter l'application pleine et entière de la CITES à la réalisation des objectifs et cibles adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre des Objectifs de développement durable ;

NOTANT que les décisions des Parties, adressées au Secrétariat, ont un impact sur le fonctionnement et les dépenses engagées par le Secrétariat ;

SALUANT l'adoption, par l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement, de la résolution 2/18, *Relations entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les accords multilatéraux sur l'environnement dont il assure le secrétariat* ;

AYANT PRIS NOTE de la résolution 60/283 de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Investir dans l'Organisation des Nations Unies pour lui donner les moyens de sa vocation mondiale*, par laquelle l'Assemblée approuvait l'adoption par les Nations Unies des Normes comptables internationales du secteur public; et

RECONNAISSANT que les Normes comptables internationales du secteur public exigent de provisionner pour les créances douteuses au regard des dettes datant de plus de quatre ans pour non-paiement des contributions et de provisionner en proportion pour les contributions non payées récemment et que, en conséquence, un montant estimé à ~~385 764 631 595~~ USD devra être déduit du solde de la Convention pour la fin de ~~2018~~ 2021 pour couvrir les créances douteuses et que ce montant ne pourra être utilisé au bénéfice de toutes les Parties au cours de la période triennale ~~2020-2022~~ 2023-2025;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION

1. EXPRIME sa reconnaissance au Gouvernement de la Suisse en tant que pays hôte pour son soutien au Secrétariat, et NOTE sa réponse à l'invitation qui lui était faite dans la résolution Conf. 47.2 18.1 d'apporter un soutien renforcé au Secrétariat CITES ;
2. ACCEPTE et APPROUVE le rapport sur les dépenses en regard du programme de travail chiffré pour ~~2016~~ 2019 et ~~2017~~ 2020, tel qu'il a été adopté par le Comité permanent à ~~ses 69^e et 70^e sessions (Genève, décembre 2017 et Sochi, octobre 2018, respectivement~~ sa 74^e session (Lyon, mars 2022) ;
3. ACCEPTE et APPROUVE le rapport sur les dépenses en regard du programme de travail chiffré pour ~~2018~~ 2021;
- ~~4. APPROUVE, à titre exceptionnel, l'utilisation de 152 000 USD provenant de l'excédent accumulé (solde) du Fonds d'affectation spéciale (CTL) pour l'année 2019 afin de contribuer au déficit pour l'organisation de la 18^e session de la Conférence des Parties ;~~
4. APPROUVE l'utilisation de 300 000 USD provenant des frais d'inscription accumulés pour les observateurs et les visiteurs internationaux afin de réduire la contribution annuelle des Parties pour la période triennale 2023-2025 ;
- ~~5. CHARGE le Secrétariat d'assurer la liaison avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin que le PNUE puisse fournir au Comité permanent, à sa 73^e session, l'allocation budgétaire pour la part des dépenses d'appui au programme et des informations sur la ventilation des services~~

² Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/73/274 76/238

communs, rappelant le ~~Mémoire d'Entente conclu entre le Comité permanent et le Directeur exécutif du PNUE concernant la fourniture des services du Secrétariat à la Convention~~ ;

5. PREND NOTE de l'évaluation des coûts administratifs centraux depuis l'adoption d'Umoja, en particulier la classification en coûts administratifs centraux (indirects) et communs (directs) à interpréter et appliquer dans le nouveau contexte ;
6. NOTE que les factures impayées soumises par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) pour les services administratifs rendus pour la période 2018-2021, d'un montant de 232 309 USD, ont été réglées par le Directeur exécutif du PNUE en puisant dans le solde non dépensé du fonds d'appui au programme CITES à la clôture de l'exercice 2021 ;
7. INVITE le Secrétariat à effectuer des versements pour les coûts communs (directs) à l'ONUG pour les services administratifs rendus et pour les frais Umoja au cours de la période triennale 2023-2025 en puisant dans sa part du solde du fonds d'appui au programme et de proposer tout amendement nécessaire à ces politiques pour la 20^e session de la Conférence des Parties ;
8. PRIE le PNUE de communiquer dans son rapport à la 77^e session du Comité permanent toute mise à jour de la politique actuelle du PNUE restreignant le report des soldes positifs à la clôture de l'exercice financier biennal au détriment des AME, et d'informer le Comité sur la nouvelle politique d'allocation budgétaire et d'utilisation des fonds d'appui au programme ;
69. CHARGE le Secrétariat de continuer à utiliser la nouvelle présentation du programme de travail chiffré et les présentations budgétaires pour 2017-2019 ~~2020-2022~~, telles que présentées par le Secrétariat et approuvées par le Comité permanent, à sa 62^e session, sur recommandation de son Sous-Comité des finances et du budget et de procéder aux ajustements nécessaires, en tant que de besoin, dans le cadre de la mise en place d'Umoja;
710. SE FÉLICITE des trois propositions budgétaires soumises par le Secrétariat pour la période budgétaire ~~2020-2022~~ 2023-2025 et PRIE le Secrétaire général de préparer des propositions budgétaires suivant la même présentation pour examen par la Conférence des Parties à sa 49^e-~~20^e~~ session, comprenant, au minimum, un scénario budgétaire à croissance nominale zéro¹, un scénario budgétaire à croissance réelle zéro et, en consultation avec le Comité permanent, si nécessaire, un troisième scénario;
811. CHARGE le Directeur exécutif du PNUE, en consultation avec le Comité permanent, d'améliorer la transparence financière en fournissant à l'avenir les informations financières supplémentaires suivantes dans tous les états financiers et demandes budgétaires :
 - a) la catégorisation des revenus selon les catégories suivantes : Ressources ordinaires, autres ressources et recouvrement des coûts dans le budget du Fonds d'affectation spéciale (CTL) ;
 - b) dans toute la mesure du possible, le format, la méthodologie et la terminologie harmonisés adoptés par les fonds et programmes des Nations Unies ; et
912. PRIE le Secrétariat, comme moyen de renforcer encore les efforts visant à promouvoir la transparence et la responsabilité,
 - a) d'identifier, réaliser et rendre compte des économies faites grâce aux mesures d'efficacité mises en place par le Secrétariat et de fournir des projections indicatives sur les gains en efficacité potentiels pour la prochaine période triennale ; et
 - b) de maintenir d'établir une section sur le site Web du Secrétariat pour publier et fournir des liens vers des informations actualisées relatives à la gouvernance de la Convention, notamment, entre autres, les rapports d'audit achevés et acceptés, les règles et règlements financiers applicables, et toute autre information budgétaire et financière pertinente ;
103. DÉCIDE que la réalisation du programme de travail chiffré pour la période triennale ~~2020-2022-2023-2025~~, annexe 1, sera couverte par le budget du fonds d'affectation spéciale (CTL), annexes 2 et 3, à hauteur de ~~5,907,043~~ 6,345,108 USD pour ~~2020~~ 2023, ~~6,080,945~~ 6,443,302 USD pour ~~2024~~ 2024 et ~~6,697,574~~

¹ *Un scénario budgétaire à croissance nominale zéro à préparer au même niveau qu'en 2023-2025 et un scénario budgétaire à croissance réelle zéro à préparer sans ajouter de nouvelles activités par comparaison avec 2023-2025.*

² *Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/73/274 76/238*

7.051.055 USD pour 2022-2025 et par le fonds d'affectation spéciale de soutien aux activités CITES (QTL), annexe 3, et ADOPTE le barème des contributions pour 2020-2022 2023-2025 joint en annexe 5.

~~144.~~ CONVIENT de ~~créer~~ continuer de financer deux postes temporaires pour la période 2020-2022 2023-2025 – un poste de fonctionnaire chargé de la gestion des programmes (espèces marines) (P-2) et un poste d'assistant de recherche (GS) financés par le Fonds d'affectation spéciale (CTL) (solde du fonds) et qui seront réexaminés à la prochaine session de la Conférence des Parties ;

~~15.~~ DÉCIDE que le Secrétaire général, sous réserve de l'approbation du Comité permanent et, en cas d'urgence, de l'approbation du Président du Comité permanent uniquement, a le pouvoir d'utiliser les fonds de l'excédent accumulé (solde du fonds) du Fonds d'affectation spéciale (CTL) pour les années 2023-2025 afin de combler tout déficit concernant les coûts salariaux du personnel financés par le budget administratif, étant donné que les coûts salariaux standard des Nations Unies pour Genève ne sont pas utilisés pour la période triennale ;

~~126.~~ DEMANDE au Secrétariat de surveiller étroitement les fluctuations des taux de change et d'adapter les niveaux de dépenses, le cas échéant ; et DÉCIDE que le Secrétariat, en dernier recours, peut demander au Comité permanent, à titre exceptionnel, de faire un retrait sur le solde du fonds d'affectation spéciale ;

~~137.~~ DEMANDE au Secrétariat de conserver une réserve de liquidités de fonctionnement qui ne soit pas inférieure à 15 % du budget annuel moyen pour garantir la liquidité financière, et AUTORISE le Secrétariat, en consultation avec le Comité permanent, à tirer des fonds supplémentaires sur le solde du fonds d'affectation spéciale CITES à la fin de chaque année, y compris les fonds devant couvrir la différence si les coûts salariaux des Nations Unies utilisés pour élaborer les budgets 2020-2022 2023-2025 devaient s'avérer sous-estimés, à condition que le fonds ne soit pas ramené sous la réserve de liquidités de fonctionnement précisée ci-dessus ;

~~148.~~ PREND NOTE des estimations de financement du fonds d'affectation spéciale de soutien aux activités CITES (QTL) pour la période budgétaire 2020-2022-2023-2025 et PRIE le Secrétariat, s'agissant des activités financées par des fonds externes, de rechercher des fonds, de préférence non affectés, pour la réalisation des activités décrites dans le programme de travail chiffré ;

~~159.~~ ENCOURAGE le Secrétariat à redoubler d'efforts pour renforcer ses activités de renforcement des capacités, notamment en organisant, sur demande, entre les sessions de la Conférence des Parties, au moins un atelier de formation par région pour les organes de gestion/autorités scientifiques CITES et les services chargés de la lutte contre la fraude, sous réserve des ressources disponibles ;

~~14620.~~ APPROUVE les dispositions relatives à la gestion du fonds d'affectation spéciale, figurant à l'annexe 6, pour la période budgétaire allant du 1^{er} janvier 2022 2023 au 31 décembre 2022-2025 ;

~~14721.~~ CHARGE le Comité permanent de poursuivre l'examen des dispositions relatives à la gestion du fonds d'affectation spéciale et de faire des propositions concernant toute modification nécessaire pour examen à la ~~49^e~~ 20^e session de la Conférence des Parties ;

~~14822.~~ DÉCIDE :

- a) de fonder les contributions au fonds d'affectation spéciale (CTL) sur le barème des quotes-parts des Nations Unies², tel que modifié de temps à autre et ajusté pour tenir compte du fait que tous les Membres des Nations Unies ne sont pas Parties à la Convention ;
- b) de n'utiliser aucune autre base de calcul des contributions sans le consentement de toutes les Parties présentes et votantes lors d'une session de la Conférence des Parties ; et
- c) de n'imposer à une Partie, sans son consentement, aucune modification du barème de base des contributions qui augmenterait ses obligations financières attendues et de n'examiner toute proposition de modification du barème de base des contributions actuellement en vigueur que si elle a été communiquée aux Parties par le Secrétariat au moins 150 jours avant une session ;

~~14923.~~ ATTEND des Parties qu'elles versent leurs contributions au fonds d'affectation spéciale (CTL) en temps voulu et conformément au barème de base des contributions et les ENCOURAGE à verser des contributions spéciales supérieures à leurs contributions ordinaires au fonds d'affectation spéciale dans la mesure du possible ;

² *Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/73/274 76/238*

204. DEMANDE à toutes les Parties de verser, dans toute la mesure du possible, leurs contributions au cours de l'année qui précède celle pour laquelle elles sont dues ou en tout cas rapidement après le début de l'année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre) à laquelle elles s'appliquent ;
245. NOTE avec une profonde préoccupation qu'un certain nombre de Parties n'ont pas encore versé leurs contributions au fonds d'affectation spéciale (CTL), ce qui affecte négativement l'application de la Convention ;
226. CHARGE le Secrétariat de continuer à suivre les Parties qui ne se sont pas encore acquittées de leurs contributions à la Convention :
- en leur envoyant des rappels deux fois par an, avec copie aux missions permanentes à Genève ; et
 - en entamant des discussions avec les missions permanentes à Genève des Parties qui ne se sont pas acquittées de leurs contributions depuis trois ans ou plus ;
237. PRIE instamment toutes les Parties ayant des arriérés de contributions de coopérer avec le Secrétariat afin de prendre les dispositions nécessaires pour le paiement sans délai de ces arriérés ;
248. INVITE les Parties, les États qui ne sont pas Parties à la Convention, les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales, ainsi que d'autres institutions, à contribuer au fonds d'affectation spéciale de soutien aux activités CITES (QTL) afin d'assurer la mise en œuvre effective des décisions et des résolutions adoptées par la Conférence des Parties, ainsi qu'un appui efficace, effectif et responsable à la gestion financière administrative de ces activités ;
259. DÉCIDE que la participation uniforme demandée à toutes les organisations ayant le statut d'observateur autres que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées aux sessions de la Conférence des Parties ~~est~~ reste fixée à un minimum de 600 USD pour le premier délégué et à 300 USD pour tout délégué supplémentaire, et qu'une participation uniforme est fixée à 100 USD pour les visiteurs internationaux assistant aux sessions, non applicable aux visiteurs du pays hôte (à moins que le Secrétariat, s'il y a lieu, n'en décide autrement, et après consultation avec le Sous-Comité des finances et du budget) à moins qu'une nouvelle participation uniforme ne soit fixée pour la prochaine session de la Conférence des Parties par le Comité permanent à sa 73^e-77^e session, et PRIE instamment ces organisations d'augmenter, si possible, leurs contributions, au moins pour couvrir les frais réels de leur participation ;
2630. DÉCIDE en outre que la participation uniforme pour toutes les organisations ayant le statut d'observateur autres que les Nations Unies et ses agences spécialisées aux sessions du Comité permanent et à celles du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes est fixée à un minimum de 100 USD pour chaque participant (à moins que le Secrétariat, s'il y a lieu, n'en décide autrement, et après consultation du Sous-Comité des finances et du budget) ;
31. DEMANDE au Comité permanent d'examiner différentes possibilités de participation uniforme pour les organisations ayant le statut d'observateur et pour les visiteurs internationaux assistant aux réunions par voie électronique du Comité pour les animaux, du Comité pour les plantes et du Comité permanent ;
2733. AFFIRME que :
- toutes les sessions de la Conférence des Parties et toutes les sessions ordinaires du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes devraient se tenir dans le pays hôte du Secrétariat à moins qu'un pays hôte candidat n'assume la différence de coût entre la ville qu'il propose et le pays hôte ; et
 - le pays hôte candidat doit signer l'Accord du pays hôte au plus tard 60 jours après la décision prise par la Conférence des Parties ou les Comités et transférer immédiatement la contribution du pays hôte au Secrétariat afin de couvrir les frais supplémentaires engagés pour organiser la session en dehors du pays hôte du Secrétariat ; et
 - pas plus de deux sessions ordinaires du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes ne devraient être convoquées entre les sessions de la Conférence des Parties ;
2834. DONNE INSTRUCTION au Secrétariat de prendre des dispositions pour le paiement, sur demande, des frais de déplacement raisonnables et justifiables des membres, y compris pour leur participation aux

² *Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/73/274 76/238*

sessions des comités appropriés, et d'autres frais des présidents du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes, autres que les membres des pays développés ;

2935. CHARGE le Comité permanent de suivre la mise en œuvre du Mémorandum d'accord entre le Comité permanent de la CITES et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant les services du Secrétariat et l'appui à la Convention ;

306. PRIE le Secrétariat:

- a) de prendre des dispositions pour couvrir tous les coûts du Secrétariat, y compris les coûts liés au recrutement de personnel temporaire et de consultants, liés à la recherche de fonds pour la réalisation des projets à financement externe ;
- b) de faire appel aux services de traduction et d'interprétation présentant le meilleur rapport coût/qualité ;
- c) de conseiller la Conférence des Parties, s'il y a lieu, en consultation avec les Parties auteurs des propositions, au sujet des propositions ayant des incidences budgétaires, notamment sur les coûts en personnel ; et
- d) de désigner des consultants scientifiques et définir le mandat de projets spécifiques fondés sur la science, en consultation avec les présidents du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes. La mise en œuvre de ce processus ne devrait pas avoir d'impact négatif sur le budget mais tirer parti de l'excellence scientifique des Parties mise à la disposition du Secrétariat par l'intermédiaire des présidents des comités techniques ;

347. ENCOURAGE le Secrétaire général, conformément à la réglementation des Nations Unies, à profiter des vacances de postes à venir pour chercher à renforcer les capacités du Secrétariat, dans la limite du budget prévu, y compris au moyen de changements structurels, et à faire rapport à la prochaine session du Comité permanent sur tout changement mis en œuvre ;

328. SE FÉLICITE des efforts engagés par le Secrétariat CITES pour informer les Parties de l'existence du faciliter l'accès au financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour d'éventuels projets pertinents pour la CITES susceptibles d'être acceptés par le FEM, y compris des projets axés sur les espèces, et INVITE le Secrétariat à poursuivre sa collaboration étroite avec le secrétariat du FEM, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et le Groupe de liaison des conventions relatives à la biodiversité sur la question de l'accès aux financements des projets pertinents pour la CITES susceptibles d'être acceptés par le FEM ;

339. ENCOURAGE les Parties, lors de la révision de leurs stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique, à intégrer les objectifs et priorités de la CITES pour faciliter l'identification d'éventuels projets pertinents pour la CITES susceptibles d'être acceptés par le FEM, y compris des projets axés sur les espèces ;

340. INVITE le Conseil du FEM à tenir compte des résolutions et décisions pertinentes de la Conférence des Parties à la CITES lors de l'élaboration de la prochaine *Stratégie du FEM pour la biodiversité*, dans le respect du mandat du FEM et du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, des *Objectifs d'Aichi pour la biodiversité* et de tout autre but ou objectif pertinent dont il sera convenu au titre du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ;

3541. DÉCIDE de communiquer à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CoP de la CDB) les objectifs et priorités de la CITES à l'appui des Objectifs d'Aichi et de tout autre but et objectif dont il sera convenu au titre du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, et INVITE la CoP de la CDB à les prendre en compte lorsqu'elle transmet des orientations stratégiques générales au FEM ;

3642. Dans le contexte des *Objectifs de développement durable* et du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020*, des *Objectifs d'Aichi pour la biodiversité* et de tout autre but ou objectif pertinent dont il sera convenu au titre du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, APPELLE les Parties, les mécanismes de financement établis, les donateurs, les organisations internationales, les universités, les organisations non gouvernementales et les autres parties prenantes concernées à fournir un soutien adéquat et opportun aux objectifs et priorités pertinents de la CITES ;

~~3743.~~ DÉCIDE que :

- a) le Secrétaire général est habilité à prendre les décisions relatives au personnel rendues nécessaires pour appliquer les priorités des Parties, conformément au programme de travail chiffré, à condition qu'elles se situent dans le cadre du budget global et qu'elles soient prises conformément au Mémorandum d'accord entre le Comité permanent de la CITES et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant les services du Secrétariat et l'appui à la Convention ;
- b) dans le programme de travail chiffré du Secrétariat, il ne sera procédé à un changement découlant d'une nouvelle résolution ou décision que si une source de fonds supplémentaires nécessaires a été identifiée ou si de nouvelles priorités ont été établies pour ce programme au moment où cette résolution ou décision est adoptée par la Conférence des Parties ; et
- c) le Secrétariat, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, continuera à chercher à établir une relation de travail plus étroite avec le FEM pour traiter des priorités de la CITES dans le contexte de sa stratégie en matière de biodiversité et dans le respect des mandats de la CITES et du FEM; et

~~3844.~~ CHARGE le Directeur exécutif du PNUE, conformément au Mémorandum d'accord en vigueur, de demander au Bureau des services de contrôle interne de procéder régulièrement à un audit complet ~~au cours de la période triennale 2020-2022, puis de manière régulière par la suite,~~ et de demander au Comité des commissaires aux comptes de l'ONU de présenter des rapports [détaillés] sur les résultats financiers de la CITES concernant le PNUE, et de faire figurer ces rapports dans la documentation qui sera soumise à la session suivante de la Conférence des Parties, accompagnés des réponses de l'administration ; et

~~3945.~~ ABROGE la résolution Conf. 47.2 18.1 (Johannesburg 2016, Genève 2019), *Financement et programme de travail chiffré pour le Secrétariat pour la période triennale ~~2017-2019-2020-2022~~*, qui restera toutefois dans les dossiers comme une indication du niveau attendu des contributions annuelles pour les Parties qui n'ont pas versé ces montants.

Annexe 1 – Programme de travail chiffré du Secrétariat CITES pour ~~2020-2022~~ 2023-2025

Annexe 2 – Budget de fonctionnement au titre du fonds CITES d'affectation spéciale (CTL)

Annexe 3 – Budget de fonctionnement au titre du fonds CITES d'affectation spéciale (CTL) selon la présentation Umoja des Nations Unies

Annexe 4 – Budget provisoire au titre du fonds d'affectation spéciale de soutien aux activités CITES (QTL)

Annexe 5 – Barème des quotes-parts du fonds CITES d'affectation spéciale (CTL) pour la période triennale ~~2020-2022~~ 2023-2025

Annexe 6 – Dispositions relatives à la gestion du fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

1. Le fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (désigné ci-après « fonds d'affectation spéciale ») est maintenu pour une période de trois années civiles, qui commence le 1^{er} janvier ~~2020~~ 2023 et finit le 31 décembre 2022 2025 en vue d'apporter un appui financier à la réalisation des objectifs de la Convention.
2. Conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière des Nations Unies, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) maintient, après approbation du Conseil d'administration du PNUE et du Secrétaire général des Nations Unies, le fonds d'affectation spéciale pour la Convention.
3. Les contributions au fonds d'affectation spéciale comprennent :
 - a) les contributions versées par les Parties, par référence au tableau ci-joint en annexe 5, y compris celles versées par toute nouvelle Partie, à ajouter au tableau ; et
 - b) un retrait du solde du fonds sur décision des Parties.
4. Pour chacune des années civiles couvertes par une période budgétaire, les estimations sont présentées dans un programme de travail chiffré et sont accompagnées des renseignements qui pourront être demandés par les contributeurs ou pour leur compte et, éventuellement, d'autres données que le Directeur exécutif du PNUE pourrait juger utiles ou souhaitables.
5. Le programme de travail chiffré proposé, qui couvre les recettes et les dépenses de chacune des années civiles constituant la période financière à laquelle il se rapporte, préparé en dollars des États-Unis d'Amérique et comprenant toutes les informations nécessaires, est envoyé aux Parties par le Secrétariat 150 jours au moins avant la date prévue pour l'ouverture de la session ordinaire suivante de la Conférence des Parties.
6. Le programme de travail chiffré proposé est adopté à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes lors de la session ordinaire.
7. Si le Directeur exécutif du PNUE s'attend à ce qu'il y ait un manque de fonds pour l'ensemble de l'année, il consulte le Secrétaire général de la Convention, lequel demande l'avis du Comité permanent quant aux dépenses prioritaires.
8. Le Secrétaire général de la Convention est autorisé, en respectant le Règlement financier et les Règles de gestion financière des Nations Unies :
 - a) à transférer des ressources entre les principales lignes d'activité, comme reflété dans le programme de travail chiffré, annexe 1 à la présente résolution, pour un montant maximal de 10 % en sus du montant annuel prévu dans le programme de travail chiffré sous toute ligne d'activité. Si de tels transferts sont effectués, ils sont signalés au Comité permanent à sa session suivante. Tout ajustement entre des lignes d'activité principales, en sus de la marge de 10 % susmentionnée, ne peut être fait qu'après avoir été approuvé par le Comité permanent ; et
 - b) à transférer des ressources entre années fiscales dans la même ligne d'activité. Tout transfert de ce type ne peut être fait que si le Comité permanent l'autorise.

² *Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/73/274 76/238*

Toutefois, tous les ajustements au programme de travail chiffré seront faits à l'intérieur du niveau global du budget triennal approuvé.

9. Des engagements portant sur les ressources du fonds d'affectation spéciale ne peuvent être pris que s'ils sont couverts par les recettes attendues de la Convention.
10. Toutes les contributions sont versées en une monnaie convertible. Cependant, le montant de tout paiement doit être au moins égal au montant payable en dollars des États-Unis d'Amérique à la date de versement de la contribution. Les contributions des États devenant Parties au cours de l'exercice financier se font au prorata de la période de l'exercice financier restant à courir.
11. À la fin de chaque année civile, le Directeur exécutif du PNUE soumet aux Parties l'état financier de l'année et, dès que possible, il soumet aussi les comptes vérifiés de l'exercice financier.
12. En même temps qu'il leur fait parvenir les comptes et l'état financier mentionnés au paragraphe précédent, ou dès que possible après leur envoi, le Secrétaire général de la Convention fournit au Comité permanent une estimation des dépenses prévues pour l'année civile suivante.
13. Les procédures générales relatives à la conduite des opérations du Fonds du PNUE et le Règlement financier et les Règles de gestion financière des Nations Unies s'appliquent aux opérations financières du fonds d'affectation spéciale pour la Convention.
14. Les présentes dispositions s'appliquent aux exercices financiers allant du 1^{er} janvier ~~2020~~ 2023 au 31 décembre ~~2022~~ 2025, sous réserve d'amendements adoptés par la Conférence des Parties à sa ~~1920^e~~ session.

Costed Programme of Work of the CITES Secretariat for 2023-2025

A. Governing Bodies

Activity No.	Activities	Priority ranking	2023			2024			2025		
			Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Organization and support of the 20th meeting of the Conference of the Parties (2023-2025)	Core	-	-	-	-	-	-	912,500	1,000,000	1,912,500
2	Organization and support of the 77th, 78th, 79th and 80th meetings of the Standing Committee (2023-2025)	Core	248,400	-	248,400	248,400	-	248,400	64,500	-	64,500
3	Organization and support of the 33rd and 34th meetings of the Animals Committee (2023-2025)	Core	149,100	-	149,100	149,100	-	149,100	-	-	-
4	Organization and support of the 23rd and 24th meetings of the Plants Committee (2020-2022)	Core	130,300	-	130,300	130,300	-	130,300	-	-	-
5	Maintenance, updating and publication of all official CITES reference documentation and associated data management needs including meeting registration system (2023-2025)	Core	17,500	-	17,500	17,500	-	17,500	17,500	-	17,500
6	Provision of translation of documents (2023-2025)	Core	115,000	-	115,000	115,000	-	115,000	115,000	-	115,000
7	Organization of other CITES workshops and meetings (2023-2025)		-	20,000	20,000	-	20,000	20,000	-	20,000	20,000
8	Provision of assistance to office mail, photocopying, fax and other dispatch system (2023-2025)	Core	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Regulation of trade in specimens not taken from the wild (captive-breeding) (2023-2025)		-	15,000	15,000	-	15,000	15,000	-	15,000	15,000
10	Cooperation with others over scientific issues, including FAO, IUCN, WOAAH, ITTO, CMS and IPBES - moved from heading B - Science - activity B-4 (2023-2025)		-	150,000	150,000	-	150,000	150,000	-	150,000	150,000
	Total (2023-2025)		660,300	185,000	845,300	660,300	185,000	845,300	1,109,500	1,185,000	2,294,500
	Staff costs: D2 (1/10), P5 (1), P3 (1) & GS (3) (2023-2025)		967,503	-	967,503	986,853	-	986,853	1,006,590	-	1,006,590
	Grand total (2023-2025)		1,627,803	185,000	1,812,803	1,647,153	185,000	1,832,153	2,116,090	1,185,000	3,301,090

B. Scientific

Activity No.	Activities	Priority ranking	2023			2024			2025		
			Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Facilitation and management of the Review of Significant Trade (2023-2025)	Core	125,000	-	125,000	125,000	-	125,000	125,000	-	125,000
2	Provision of advice in the Periodic Review of the Appendices (2023-2025)		-	100,000	100,000	-	100,000	100,000	-	100,000	100,000
3	Provision of advice to the Parties on proposals to amend the Appendices (2023-2025)	Core	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Cooperation with others over scientific issues, including FAO, IUCN, WOAAH, ITTO, CMS and IPBES - moved to heading A - Governing Bodies - activity A-10 (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Capacity-building support to Parties on scientific issues, particularly in relation to non-detriment findings (2023-2025)		-	300,000	300,000	-	300,000	300,000	-	300,000	300,000
6	CoP19 Decisions and Resolutions related to scientific issues (2023-2025)		-	300,000	300,000	-	-	-	-	-	-
7	Participation in the CBD Biodiversity Framework and Indicators (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Implementation of the programme to Monitor the Illegal Killing of Endangered Species (MIKES+) in Africa - moved to heading E - Outreach & Project - activity E-17 (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Support in the implementation of CITES for tree species - moved to heading E - Outreach & Projects - activity E-18 (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	MIKES capacity building in East and Southern Africa - moved to heading E - Outreach & Projects - activity E-19 (2023-2025) (RIP)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total (2023-2025)		125,000	700,000	825,000	125,000	400,000	525,000	125,000	400,000	525,000
	Staff costs: D2 (1/10), P5 (1), P4 (2), P2 (1) & GS (1) (2023-2025)		1,035,946	773,500	1,809,446	1,056,664	788,970	1,845,634	1,077,798	804,749	1,882,547
	Grand total (2023-2025)		1,160,946	1,473,500	2,634,446	1,181,664	1,188,970	2,370,634	1,202,798	1,204,749	2,407,547

C. Enforcement

Activity No.	Activities	Priority ranking	2023			2024			2025		
			Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Provision of guidance and best-practice advice to Parties and law-enforcement agencies (2023-2025)	Core	4,000	50,000	54,000	4,000	50,000	54,000	4,000	50,000	54,000
2	Continued coordination of Enforcement Task Forces (2023-2025)		-	150,000	150,000	-	150,000	150,000	-	150,000	150,000
3	Verification, technical and enforcement-related missions (2023-2025)		-	50,000	50,000	-	50,000	50,000	-	50,000	50,000
4	CoP19 Decisions and Resolutions related to enforcement matters (2023-2025)		-	300,000	300,000	-	-	-	-	-	-
5	ICCW Support Officer (2023-2025)		-	147,600	147,600	-	150,552	150,552	-	153,563	153,563
6	ICCW activities (2023-2025)		-	100,000	100,000	-	100,000	100,000	-	100,000	100,000
7	Participation in UNEP Green Customs activities and other initiatives (2023-2025)		-	30,000	30,000	-	30,000	30,000	-	30,000	30,000
8	Storage and management of illegal trade data (2023-2025)		-	165,223	165,223	-	165,223	165,223	-	165,223	165,223
	Total (2023-2025)		4,000	992,823	996,823	4,000	695,775	699,775	4,000	698,786	702,786
	Staff costs: D2 (1/10), P5 (1), P3 (1) & GS (1/2) (2023-2025)		649,493	188,000	837,493	662,482	191,760	854,242	675,732	195,595	871,327
	Grand total (2023-2025)		653,493	1,180,823	1,834,316	666,482	887,535	1,554,017	679,732	894,381	1,574,113

D. Legal

Activity No.	Activities	Priority ranking	2023			2024			2025		
			Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Implementation of the National Legislation Project (2023-2025)	Core	4,000	100,000	104,000	4,000	100,000	104,000	4,000	100,000	104,000
2	Regular compilation and updating records of annual and biennial reports (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Compliance-related assistance, assessment and verification missions to Parties (2023-2025)		-	50,000	50,000	-	50,000	50,000	-	50,000	50,000
4	Provision of security stamps, permits and sample signatures and tags (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Coordination and promotion of international cooperation and synergies, including participation in meetings of relevant bodies (IPBES, EMG, BLG, etc.) (2023-2025)		-	30,000	30,000	-	30,000	30,000	-	30,000	30,000
6	Review of Resolutions, bilateral cooperation and multilateral measures (2023-2025)		-	50,000	50,000	-	50,000	50,000	-	50,000	50,000
7	CoP19 Decisions and Resolutions related to legislation and compliance (2023-2025)		-	345,000	345,000	-	-	-	-	-	-
8	Continued collaboration with WTO, ITC, UNEP/ETB, UNCTAD and other agencies on wildlife trade policy reviews (2023-2025)		-	30,000	30,000	-	30,000	30,000	-	30,000	30,000
9	Assistance and guidance in addressing livelihood impacts - moved from heading E - Outreach & Projects activity E-13 (2023-2025)		-	60,000	60,000	-	60,000	60,000	-	60,000	60,000
10	Temporary assistance (GS staff) (2023-2025)		-	181,600	181,600	-	185,232	185,232	-	188,937	188,937
11	Compliance Assistance Programme (CAP) (2023-2025)		-	207,200	207,200	-	207,200	207,200	-	207,200	207,200
	Total (2023-2025)		4,000	1,053,800	1,187,800	4,000	712,432	736,432	4,000	716,137	740,137
	Staff costs: D2 (1/10), P5 (1), P4 (1/2) and GS (1/2) (2023-2025)		678,754	188,000	866,754	692,329	191,760	884,089	706,175	195,595	901,770
	Grand total (2023-2025)		682,754	1,241,800	2,054,554	696,329	904,192	1,620,521	710,175	911,732	1,641,907

E. Outreach and Projects

Activity No.	Activities	Priority ranking	2023			2024			2025		
			Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Provision of capacity building support and training primarily focusing on Management & Scientific Authorities (2023-2025)	Core	30,000	80,000	110,000	30,000	80,000	110,000	30,000	80,000	110,000
2	Communications and outreach material; publications, videos including for CoP (2023-2025)		-	25,000	25,000	-	25,000	25,000	-	45,000	45,000
3	Provision of trade monitoring database, trade data analysis and technical support (2023-2025)	Core	185,000	-	185,000	185,000	-	185,000	185,000	-	185,000
4	Assistance & missions on capacity building and knowledge management (2023-2025)		-	50,000	50,000	-	50,000	50,000	-	50,000	50,000
5	Maintenance and revision of the CITES website (2023-2025)	Core	20,000	50,000	70,000	20,000	50,000	70,000	20,000	50,000	70,000
6	Assistance to Parties for the implementation of electronic permit management systems (2023-2025)		-	200,000	200,000	-	200,000	200,000	-	200,000	200,000
7	Development of CITES e-learning (Virtual College) (2023-2025)		-	50,000	50,000	-	50,000	50,000	-	50,000	50,000
8	CoP19 Decisions and Resolutions related to capacity building & knowledge management (2023-2025)		-	200,000	200,000	-	-	-	-	-	-
9	Cooperation with financial institutions and donors to secure funding support for CITES (2023-2025)		4,000	30,000	34,000	4,000	30,000	34,000	4,000	30,000	34,000
10	Provision of support to CITES Master's courses (2023-2025)		-	40,000	40,000	-	40,000	40,000	-	40,000	40,000
11	Assistance in strengthening the CITES implementation capacity of developing countries (2023-2025)		-	1,500,000	1,500,000	-	1,500,000	1,500,000	-	1,500,000	1,500,000
12	Database & systems support (GS staff) (2023-2025)		-	181,600	181,600	-	185,232	185,232	-	188,937	188,937
13	Assistance and guidance in addressing livelihood impacts - moved to heading D - Legal - activity D-9 (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Development of eCITES solutions and guidance materials (2023-2025)		-	80,000	80,000	-	80,000	80,000	-	80,000	80,000
15	Coordination of World Wildlife Day (2023-2025)		-	15,000	15,000	-	15,000	15,000	-	15,000	15,000
16	Supporting strategies on reducing demand for illegally-sourced wildlife (2023-2025)		-	30,000	30,000	-	30,000	30,000	-	30,000	30,000
17	Implementation of the programme to Monitor the Illegal Killing of Endangered Species (MIKES+) in Africa - moved from heading B - Science - activity B-9 (2023-2025)		-	1,700,000	1,700,000	-	1,700,000	1,700,000	-	-	-
18	Support in the implementation of CITES for tree species - moved from heading B - Science - activity E-10 (2023-2025)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
19	MIKES capacity building in East and Southern Africa - moved from heading B - Science - activity B-11 (2023-2025) (RIP)		-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total (2023-2025)		239,000	4,231,600	4,470,600	239,000	4,035,232	4,274,232	239,000	2,358,937	2,597,937
	Staff costs: D2 (1/10), P5 (1), P4 (1-1/2) & P3 (1) (2023-2025)		847,680	-	847,680	864,633	-	864,633	881,926	-	881,926
	Grand total (2023-2025)		1,086,680	4,231,600	5,318,280	1,103,633	4,035,232	5,138,865	1,120,926	2,358,937	3,479,862

F. Management and Administrative Services

Activity No.	Activities	Priority ranking	2023			2024			2025		
			Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding	Source of funding		Total funding
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Provision of overall management of the Secretariat, including regular meetings of the Management Team (2023-2025)	Core	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Project management, including development of project documents and donor relations (2023-2025)	Core	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Representing CITES: raising public awareness; visibility; financial and in-kind support; and ensuring accuracy of CITES information (2023-2025)	Core	75,000	-	75,000	75,000	-	75,000	75,000	-	75,000
4	CoP19 Decisions and Resolutions regarding cooperation, synergies, access to funding, etc. (2023-2025)		-	100,000	100,000	-	-	-	-	-	-
	Total (2023-2025)		75,000	100,000	175,000	75,000	-	75,000	75,000	-	75,000
	Staff costs: D2 (1/2), P2 (1) & GS (3) (2023-2025)		466,948	-	466,948	476,286	-	476,286	485,812	-	485,812
	Grand total (2023-2025)		541,948	100,000	641,948	551,286	-	551,286	560,812	-	560,812

G. Equipment, maintenance and other operating costs

Activity No.	Activities	Priority ranking	2023			2024			2025		
			Source of funding			Source of funding			Source of funding		
			CTL*	QTL**		CTL*	QTL**		CTL*	QTL**	
1	Office maintenance, electricity and cleaning (2023-2025)	Core	140,000	-	140,000	140,000	-	140,000	140,000	-	140,000
2	Procurement of non-expendable equipment and expendable office supplies (2023-2025)	Core	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000
3	Rental and maintenance of equipment, including copiers, fax machines, Internet connection, VC equipment (2023-2025)	Core	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000
4	Communications, including telephones, postage, fax, video conferencing, etc. (2023-2025)	Core	50,000	-	50,000	50,000	-	50,000	50,000	-	50,000
5	Miscellaneous expenses, including bank charges, Umoja licences, Documents licence, security and hospitality (2023-2025)	Core	3,000	-	3,000	3,000	-	3,000	3,000	-	3,000
	Total (2023-2025)		263,000	-	263,000	263,000	-	263,000	263,000	-	263,000
	Grand total (2023-2025)		263,000	-	263,000	263,000	-	263,000	263,000	-	263,000

64

Sub-Total direct and operational costs (2023-2025)	6,016,621	8,412,723	14,559,344	6,109,547	7,200,929	13,330,476	6,653,532	6,554,799	13,228,331
Drawdown / loan from Trust Fund fund balance (accumulated surplus)	(301,481)	-	(301,481)	(307,511)	-	(307,511)	(313,661)	-	(313,661)
Use of registration fee	(100,000)	-	(100,000)	(100,000)	-	(100,000)	(100,000)	-	(100,000)
Total direct and operational costs (2023-2025)	5,615,140	8,412,723	14,157,863	5,702,037	7,200,929	12,922,966	6,239,872	6,554,799	12,814,671
Programme support costs (2025-2025)	729,968	1,093,654	1,823,622	741,265	936,121	1,677,386	811,183	852,124	1,663,307
Grand total (2023-2025)	6,345,108	9,506,377	15,981,485	6,443,302	8,137,050	14,600,351	7,051,055	7,406,923	14,477,978

Notes:

* CTL - CITES Trust Fund

** QTL - CITES External Funds (subject to available funding)

Operational budget under the General Trust Fund (CTL) for 2023-2025

Budget line	Act #	Description	2020	2021	2022	2023	2024	2025
			USD	USD	USD	USD	USD	USD
10		Personnel component						
1101		Secretary General - D2	291,720	297,554	303,505	297,875	303,833	309,909
1103		Chief, SSU - P5	242,352	247,199	252,143	275,245	280,750	286,365
1104		Chief, LCU - P5	242,352	247,199	252,143	275,245	280,750	286,365
1105		Legal Officer - P4	208,080	212,242	216,486	214,716	219,010	223,391
1106		Chief, CSU - P5	242,352	247,199	252,143	275,245	280,750	286,365
1107		Environ'l Affairs Officer, Plants - P4	208,080	212,242	216,486	214,716	219,010	223,391
1108		Chief, KMOS - P5	242,352	247,199	252,143	275,245	280,750	286,365
1109		Environ'l Affairs Officer, Fauna - P4	208,080	212,242	216,486	214,716	219,010	223,391
1112		Documentation Officer - P3	171,768	175,203	178,707	185,455	189,164	192,947
1116		Programme Officer (Communication) - P4	208,080	212,242	216,486	214,716	219,010	223,391
1117		Senior Enforcement Officer - P5	242,352	247,199	252,143	275,245	280,750	286,365
1118		Enforcement Support Officer - P3	171,768	175,203	178,707	185,455	189,164	192,947
OTA		Administrative Officer - P4 (PSC funded)	-	-	-	-	-	-
1121		Programme Management Officer - P3	171,768	175,203	178,707	185,455	189,164	192,947
1122		Programme Officer - P2	141,372	144,199	147,083	142,476	145,326	148,232
1123		Programme Management Officer - P2 (temporary for 2023-2025)	141,372	144,199	147,083	142,476	145,326	148,232
1100		Total Professional staff	3,133,848	3,196,525	3,260,455	3,374,281	3,441,767	3,510,602
1200		Consultants						
1201	A1	Translation of CoP documents	-	-	350,000	-	-	350,000
1202	A2	Translation of SC documents	140,000	140,000	40,000	140,000	140,000	40,000
1203	A3	Translation of AC documents	60,000	60,000	-	60,000	60,000	-
1204	A4	Translation of PC documents	50,000	50,000	-	50,000	50,000	-
1205	A6	General translation of documents	115,000	115,000	115,000	115,000	115,000	115,000
1299		Total, Consultants	365,000	365,000	505,000	365,000	365,000	505,000
1300		Administrative support						
1301		Conference Services Assistant - GS	138,210	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
1302		Documents Assistant - GS	138,210	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
1303		Secretary to S.G. - GS	138,210	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
1306		Research Assistant - GS	138,210	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
1307		Research Assistant - GS	138,210	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
1309		Documents Clerk - GS	138,210	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
OTA		Finance Assistant - GS (PSC funded)	-	-	-	-	-	-
OTA		Administrative Assistant - GS (PSC funded)	-	-	-	-	-	-
1310		Programme Assistant - GS	138,210	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
1311		Programme Management Assistant - GS (temporary for 2023-2025)	69,105	140,974	143,794	159,005	162,185	165,429
1320		Total, General support staff	1,036,575	1,127,794	1,150,349	1,272,040	1,297,481	1,323,430
1321	A1	Conference staff to CoP	-	-	380,500	-	-	380,500
1322	A2	Conference staff to SC mtg	40,500	40,500	13,500	40,500	40,500	13,500
1323	A3	Conference staff to AC mtg	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-
1324	A4	Conference staff to PC mtg	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-
1399		Total, Administrative support	1,147,075	1,238,294	1,544,349	1,382,540	1,407,981	1,717,430
1600		Travel on official business						
1601	F3	General travel	75,000	75,000	75,000	75,000	75,000	75,000
1699		Total, Travel on official business	75,000	75,000	75,000	75,000	75,000	75,000
10		Total, Personnel component	4,720,923	4,874,819	5,384,805	5,196,821	5,289,747	5,808,032
20		Sub-contract component						
2101	B1	Scientific support	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000
2102	C1	Enforcement	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000
2103	E5	CITES website including helpdesk	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000
2104	D1	Legal affairs and trade policy	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000
2105	E3	Trade monitoring and support	146,749	146,749	146,749	185,000	185,000	185,000
2106	E9	Resource mobilization	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000	4,000
20		Total, Sub-contract component	303,749	303,749	303,749	342,000	342,000	342,000
30		Meetings and training component						

Budget line	Act #	Description	2020	2021	2022	2023	2024	2025
			USD	USD	USD	USD	USD	USD
3200		Group Training						
3201	E1	Training courses/seminars	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000
3299		Total, Group Training	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000
3300		Meetings						
3301	A2	Standing Committee (members' travel)	44,000	44,000	11,000	44,000	44,000	11,000
3302	A3	Animals Committee (members' travel)	26,400	26,400	-	26,400	26,400	-
3303	A4	Plants Committee (members' travel)	26,400	26,400	-	26,400	26,400	-
3304	A1	CoP; SC, Committee I, II and Credentials chairs	-	-	32,000	-	-	32,000
3305 (New)	A3	Nomenclature experts to AC or PC meetings	8,800	8,800	-	8,800	8,800	-
3399		Total, Meetings	105,600	105,600	43,000	105,600	105,600	43,000
30		Total, Meetings and training component	135,600	135,600	73,000	135,600	135,600	73,000
40		Equipment and premises component						
4100		Expendable equipment						
4101	G2	Office supplies	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000
4199		Total, Expendable equipment	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000
4200		Non-expendable equipment						
4201	G2	Non-expendable equipment	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000
4299		Total, Non-expendable equipment	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000
4300		Premises						
4301	G1	Maintenance of the office	140,000	140,000	140,000	140,000	140,000	140,000
4399		Total, Premises	140,000	140,000	140,000	140,000	140,000	140,000
40		Total, Equipment and premises component	175,000	175,000	175,000	175,000	175,000	175,000
50		Miscellaneous component						
5100		Operation and maintenance of equipment						
5101	G3	Maintenance of office equipment	35,000	35,000	35,000	35,000	35,000	35,000
5199		Total, Operation and maintenance of equipment	35,000	35,000	35,000	35,000	35,000	35,000
5200		Reporting costs						
5201	A1	CoP-related documents	-	-	120,000	-	-	120,000
5205	A5	Publications CITES reference documents	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000
5299		Total, Reporting costs	10,000	10,000	130,000	10,000	10,000	130,000
5300		Sundry						
5301	G4	Communications (telephone, fax, mail, Internet)	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
5302	A1	Logistics for CoP	-	-	30,000	-	-	30,000
5303	A2	Logistics for SC meeting	23,900	23,900	-	23,900	23,900	-
5304	A3	Logistics for AC meeting	18,900	18,900	-	18,900	18,900	-
5305	A4	Logistics for PC meeting	18,900	18,900	-	18,900	18,900	-
5306	G5	Bank charges	500	500	500	500	500	500
5308	A5	Meeting registration system	7,500	7,500	7,500	7,500	7,500	7,500
5309	G5	Umoja licenses	-	-	-	-	-	-
5399		Total, Sundry	119,700	119,700	88,000	119,700	119,700	88,000
5400		Hospitality						
5401	G5	Hospitality	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500
5499		Total, Hospitality	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500
50		Total, Miscellaneous component	167,200	167,200	255,500	167,200	167,200	255,500
		Sub-total direct costs	5,502,472	5,656,368	6,192,054	6,016,621	6,109,547	6,653,532
		Drawdown/ loan from Trust Fund fund balance (accumulated surplus)	(175,000)	(175,000)	(165,000)	(301,481)	(307,511)	(313,661)
		Registration fee from 2020-2022	(100,000)	(100,000)	(100,000)	(100,000)	(100,000)	(100,000)
		Total direct costs	5,227,472	5,381,368	5,927,054	5,615,140	5,702,037	6,239,872
		Programme Support Costs (13 %)	679,571	699,578	770,517	729,968	741,265	811,183
		TOTAL COSTS	5,907,043	6,080,946	6,697,571	6,345,108	6,443,302	7,051,055
					18,685,560			19,839,465
					6,228,520			6,613,155
					43,590			384,635
		2017-2019 average annual budget	6,184,930			6,228,520		
		2020-2022 average annual budget	6,228,520			6,613,155		
		Difference	43,590			384,635		

Budget line	Act #	Description		2020	2021	2022		2023	2024	2025
				USD	USD	USD		USD	USD	USD
		Average annual percentage of increase in the budget		0.70%				6.18%		

Annex 3

Operational budget under the General Trust Fund (CTL) for 2023-2025 in UN Umoja format

Description	Class code	2020 Amount (USD)	2021 Amount (USD)	2022 Amount (USD)	2023 Amount (USD)	2024 Amount (USD)	2025 Amount (USD)
Staff and Other personnel costs	10	4,648,423	4,802,319	5,312,305	5,124,321	5,217,247	5,735,532
Travel	160	210,600	210,600	148,000	210,600	210,600	148,000
Contractual Services	120	313,749	313,749	433,749	352,000	352,000	472,000
Operating and other direct costs	125	189,700	189,700	158,000	189,700	189,700	158,000
Equipment, vehicles and furniture	135	140,000	140,000	140,000	140,000	140,000	140,000
Supplies commodities and materials	130	-	-	-	-	-	-
Transfers and grants to implementing partners (IP)	140	-	-	-	-	-	-
Grants out	145	-	-	-	-	-	-
Sub-Total direct costs:		5,502,472	5,656,368	6,192,054	6,016,621	6,109,547	6,653,532
Drawdown / loan from Trust Fund fund balance (accumulated surplus)		(175,000)	(175,000)	(165,000)	(301,481)	(307,511)	(313,661)
Use of registration fee from 2020-2022		(100,000)	(100,000)	(100,000)	(100,000)	(100,000)	(100,000)
Total direct costs:		5,227,472	5,381,368	5,927,054	5,615,140	5,702,037	6,239,872
UN-PSC	150	679,571	699,578	770,517	729,968	741,265	811,183
Grand-Total:		5,907,043	6,080,945	6,697,571	6,345,108	6,443,302	7,051,055

Support to CITES activities (QTL) for 2023-2025

Budget line	Act #	Description	2020	2021	2022	2023	2024	2025
10		Personnel component						
1100		Professional staff						
1101	C5	ICCWC Support Officer - P2	141,372	144,199	147,083	147,600	150,552	153,563
1131		Marine Species Officers - P2 (JPO funded by Germany/EC until 14.03.2019)	141,372	144,199	147,083	-	-	-
1133		ICCWC Programme Officer - P3	171,768	175,203	178,707	188,000	191,760	195,595
1135	D11	Compliance Assistance Officer - P3	171,768	175,203	178,707	188,000	191,760	195,595
1101		Coordinator MIKE - P4	208,080	212,242	216,486	212,500	216,750	221,085
1103		Programme Management Officer - P3	171,768	175,203	178,707	179,700	183,294	186,960
1104		Finance & Budget Officer - P-3	141,372	144,199	147,083	179,700	183,294	186,960
1199		Total, Professional staff	1,460,640	1,489,853	1,446,108	1,095,500	1,117,410	1,139,758
1200		Consultants						
1201	B2	Periodic review of the Appendices	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000
1202	D1	National Legislation Project	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000
1203	D-9	Assistance on livelihood issues	60,000	60,000	60,000	60,000	60,000	60,000
1204	E6	Electronic permit management systems	200,000	200,000	200,000	200,000	200,000	200,000
1205	D6	Review of Resolutions, multilateral measures	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
1206	D11	Compliance consultant	70,200	70,200	70,200	70,200	70,200	70,200
1221	D11	Compliance consultant for system development	15,000	-	-	-	-	-
1299		Total, Consultants	595,200	580,200	580,200	580,200	580,200	580,200
1300		Administrative support						
1301	E12	Database and Systems Assistant - GS	138,210	140,974	143,794	181,600	185,232	188,937
1301		Administrative support MIKE - GS	138,210	140,974	143,794	100,800	102,816	104,872
1302		Administrative support MIKE - GS	-	-	-	100,800	102,816	104,872
1320	D10	Project Management Assistant - GS	138,210	140,974	143,794	181,600	185,232	188,937
1399		Total, Administrative support	414,630	422,923	431,381	564,800	576,096	587,618
1600		Travel on official business						
1601	A10	Cooperation with other scientific bodies	150,000	150,000	150,000	150,000	150,000	150,000
1602	D3	Compliance-related assistance & missions	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
1603	C3	Enforcement-related missions	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
1604	C7	Participation in UNEP Green Customs activities	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000
1605	E4	Travel related to capacity building and knowledge management	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
1606	D5	Participation in meetings on international cooperation & synergies	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000
1607	E9	Access to financing & resource mobilization	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000
1602	D11	Compliance travel	32,000	32,000	32,000	32,000	32,000	32,000
1699		Total, Travel on official business	422,000	422,000	422,000	422,000	422,000	422,000
10		Total, Personnel component	2,892,470	2,914,975	2,879,689	2,662,500	2,695,706	2,729,576
20		Sub-contract component						
2101	B6	CoP18/19 Decision - Scientific	300,000	-	-	300,000	-	-
2102	C4	CoP18/19 Decision - Enforcement	300,000	-	-	300,000	-	-
2103	D7	CoP18/19 Decision - Legislation and compliance	345,000	-	-	345,000	-	-
2104	E8	CoP18/19 Decision - Capacity building	200,000	-	-	200,000	-	-
2105	F4	CoP18/19 Decision - Synergies, cooperations, access to funding	100,000	-	-	100,000	-	-
2106	B5	Non-detriment findings	300,000	300,000	300,000	300,000	300,000	300,000
2107	C1	Enforcement-related activities	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
2107	C2	Coordination of enforcement task forces	150,000	150,000	150,000	150,000	150,000	150,000
2108	C6	ICCWC activities and projects	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000
2109	D8	Wildlife trade policy reviews	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000
2110	E10	Assistance to Master's course	40,000	-	40,000	40,000	40,000	40,000
2121	D5	Maintenance & revision of CITES website	100,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
2122	E16	Supporting strategies on reducing demand for illegally-sourced wildlife	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000	30,000
2111	-	Implementation of MIKE Asia	-	-	-	-	-	-
2112	E17	Implementation of MIKES	-	-	-	-	-	-

Budget line	Act #	Description	2020	2021	2022	2023	2024	2025
2119	E17	Implementation of MIKES plus programme	-	-	-	1,700,000	1,700,000	-
2120	E17	CITES Wildlife Law Enforcement and Demand Management Project	-	-	-	-	-	-
2113	E18	Support to the CITES implementation for tree species	2,160,000	-	-	-	-	-
2114	E19	Cross-Regional Wildlife Conservation in Eastern and South Africa and the Indian Ocean (RIP)	3,300,000	2,500,000	100,000	-	-	-
2115	A9	Captive breeding study	-	-	-	-	-	-
2116	A9	Database captive breeding - development	30,000	-	-	-	-	-
2117	A9	Database captive breeding- maintenance	-	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000
2118	A9	Review of Significant Trade captive breeding	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000
2109	C8	Storage and management of illegal trade data	188,983	165,223	165,223	165,223	165,223	165,223
20		Total, Sub-contract component	7,733,983	3,390,223	1,030,223	3,875,223	2,630,223	930,223
30		Meetings and training component						
3200		Group Training						
3201	E1	Capacity-building workshop for MAs and SAs	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000
3202	E11	Strengthening implementation capacity of developing countries	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000
3203	A7	Committee chairs in external meetings	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000	20,000
3299		Total, Training	1,600,000	1,600,000	1,600,000	1,600,000	1,600,000	1,600,000
3300		Meetings						
3301	A1	Sponsored Delegates Project (see below without PSC)	-	-	1,000,000	-	-	1,000,000
3306	D11	Compliance national coordination workshops	60,000	60,000	60,000	60,000	60,000	60,000
3307	D11	Compliance national training workshops	45,000	45,000	45,000	45,000	45,000	45,000
3399		Total, Meetings	105,000	105,000	1,105,000	105,000	105,000	1,105,000
30		Total, Training and meetings component	1,705,000	1,705,000	2,705,000	1,705,000	1,705,000	2,705,000
40		Equipment and premises component						
4200		Non-expendable Equipment						
4201	G2	Non-expendable equipment (lap-tops)	-	-	-	-	-	-
4299		Total, Non-expendable equipment	-	-	-	-	-	-
50		Miscellaneous component						
5200		Reporting costs						
5201	E2	Communication and outreach materials (publications, videos) including for CoP	25,000	25,000	45,000	25,000	25,000	45,000
5202	E7	CITES E-learning tools (Virtual College)	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000	50,000
5203	E14	eCITES solutions and guidance materials	190,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000
5207	E15	Coordination of World Wildlife Day	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000
5299		Total, Reporting costs	280,000	155,000	175,000	170,000	170,000	190,000
		Total direct costs	12,611,453	8,165,198	6,789,912	8,412,723	7,200,929	6,554,799
		Programme Support Costs (13%)	1,639,489	1,061,476	882,689	1,093,654	936,121	852,124
		TOTAL COSTS	14,250,942	9,226,674	7,672,601	9,506,377	8,137,050	7,406,923

CITES TRUST FUND
SCALE OF CONTRIBUTIONS FOR THE TRIENNIUM 2023-2025
(in US dollars)

Ser.	Party	UN scale %**	CITES adjusted scale %	2023-2025 total contributions	Annual average contributions 2023-2025
1	Afghanistan	0.0060	0.0058	1,153	384
2	Albania	0.0080	0.0077	1,537	512
3	Algeria	0.1090	0.1056	20,946	6,982
4	Andorra	0.0050	0.0048	961	320
5	Angola	0.0100	0.0097	1,922	641
6	Antigua and Barbuda	0.0020	0.0019	384	128
7	Argentina	0.7190	0.6964	138,168	46,056
8	Armenia	0.0070	0.0068	1,345	448
9	Australia	2.1110	2.0447	405,663	135,221
10	Austria	0.6790	0.6577	130,481	43,494
11	Azerbaijan	0.0300	0.0291	5,765	1,922
12	Bahamas	0.0190	0.0184	3,651	1,217
13	Bahrain	0.0540	0.0523	10,377	3,459
14	Bangladesh	0.0100	0.0097	1,922	641
15	Barbados	0.0080	0.0077	1,537	512
16	Belarus	0.0410	0.0397	7,879	2,626
17	Belgium	0.8280	0.8020	159,114	53,038
18	Belize	0.0010	0.0010	192	64
19	Benin	0.0050	0.0048	961	320
20	Bhutan	0.0010	0.0010	192	64
21	Bolivia (Plurinational State of)	0.0190	0.0184	3,651	1,217
22	Bosnia and Herzegovina	0.0120	0.0116	2,306	769
23	Botswana	0.0150	0.0145	2,882	961
24	Brazil	2.0130	1.9498	386,831	128,944
25	Brunei Darussalam	0.0210	0.0203	4,035	1,345
26	Bulgaria	0.0560	0.0542	10,761	3,587
27	Burkina Faso	0.0040	0.0039	769	256
28	Burundi	0.0010	0.0010	192	64
29	Cambodia	0.0070	0.0068	1,345	448
30	Cameroon	0.0130	0.0126	2,498	833
31	Canada	2.6280	2.5455	505,013	168,338
32	Cape Verde	0.0010	0.0010	192	64
33	Central African Republic	0.0010	0.0010	192	64
34	Chad	0.0030	0.0029	576	192
35	Chile	0.4200	0.4068	80,710	26,903
36	China	15.2540	14.7751	2,931,307	977,102
37	Colombia	0.2460	0.2383	47,273	15,758
38	Comoros	0.0010	0.0010	192	64
39	Congo	0.0050	0.0048	961	320
40	Costa Rica	0.0690	0.0668	13,259	4,420
41	Côte d'Ivoire	0.0220	0.0213	4,228	1,409
42	Croatia	0.0910	0.0881	17,487	5,829
43	Cuba	0.0950	0.0920	18,256	6,085
44	Cyprus	0.0360	0.0349	6,918	2,306
45	Czech Republic	0.3400	0.3293	65,337	21,779
46	Democratic Republic of the Congo	0.0100	0.0097	1,922	641
47	Denmark	0.5530	0.5356	106,268	35,423
48	Djibouti	0.0010	0.0010	192	64
49	Dominica	0.0010	0.0010	192	64
50	Dominican Republic	0.0670	0.0649	12,875	4,292
51	Ecuador	0.0770	0.0746	14,797	4,932
52	Egypt	0.1390	0.1346	26,711	8,904
53	El Salvador	0.0130	0.0126	2,498	833
54	Equatorial Guinea	0.0120	0.0116	2,306	769
55	Eritrea	0.0010	0.0010	192	64
56	Estonia	0.0440	0.0426	8,455	2,818
57	Ethiopia	0.0100	0.0097	1,922	641
58	European Union	2.5000	2.5000	495,987	165,329
59	Fiji	0.0040	0.0039	769	256
60	Finland	0.4170	0.4039	80,133	26,711
61	France	4.3180	4.1824	829,775	276,592
62	Gabon	0.0130	0.0126	2,498	833
63	Gambia	0.0010	0.0010	192	64
64	Georgia	0.0080	0.0077	1,537	512
65	Germany	6.1110	5.9192	1,174,329	391,443
66	Ghana	0.0240	0.0232	4,612	1,537

Ser.	Party	UN scale %**	CITES adjusted scale %	2023-2025 total contributions	Annual average contributions 2023-2025
67	Greece	0.3250	0.3148	62,454	20,818
68	Grenada	0.0010	0.0010	192	64
69	Guatemala	0.0410	0.0397	7,879	2,626
70	Guinea	0.0030	0.0029	576	192
71	Guinea-Bissau	0.0010	0.0010	192	64
72	Guyana	0.0040	0.0039	769	256
73	Honduras	0.0090	0.0087	1,729	576
74	Hungary	0.2280	0.2208	43,814	14,605
75	Iceland	0.0360	0.0349	6,918	2,306
76	India	1.0440	1.0112	200,622	66,874
77	Indonesia	0.5490	0.5318	105,499	35,166
78	Iran (Islamic Republic of)	0.3710	0.3594	71,294	23,765
79	Iraq	0.1280	0.1240	24,597	8,199
80	Ireland	0.4390	0.4252	84,361	28,120
81	Israel	0.5610	0.5434	107,805	35,935
82	Italy	3.1890	3.0889	612,819	204,273
83	Jamaica	0.0080	0.0077	1,537	512
84	Japan	8.0330	7.7808	1,543,673	514,558
85	Jordan	0.0220	0.0213	4,228	1,409
86	Kazakhstan	0.1330	0.1288	25,558	8,519
87	Kenya	0.0300	0.0291	5,765	1,922
88	Kuwait	0.2340	0.2267	44,967	14,989
89	Kyrgyzstan	0.0020	0.0019	384	128
90	Lao People's Democratic Republic	0.0070	0.0068	1,345	448
91	Latvia	0.0500	0.0484	9,608	3,203
92	Lebanon	0.0360	0.0349	6,918	2,306
93	Lesotho	0.0010	0.0010	192	64
94	Liberia	0.0010	0.0010	192	64
95	Libya	0.0180	0.0174	3,459	1,153
96	Liechtenstein	0.0100	0.0097	1,922	641
97	Lithuania	0.0770	0.0746	14,797	4,932
98	Luxembourg	0.0680	0.0659	13,067	4,356
99	Madagascar	0.0040	0.0039	769	256
100	Malawi	0.0020	0.0019	384	128
101	Malaysia	0.3480	0.3371	66,874	22,291
102	Mali	0.0050	0.0048	961	320
103	Maldives	0.0040	0.0039	769	256
104	Malta	0.0190	0.0184	3,651	1,217
105	Mauritania	0.0020	0.0019	384	128
106	Mauritius	0.0190	0.0184	3,651	1,217
107	Mexico	1.2210	1.1827	234,635	78,212
108	Monaco	0.0110	0.0107	2,114	705
109	Mongolia	0.0040	0.0039	769	256
110	Montenegro	0.0040	0.0039	769	256
111	Morocco	0.0550	0.0533	10,569	3,523
112	Mozambique	0.0040	0.0039	769	256
113	Myanmar	0.0100	0.0097	1,922	641
114	Namibia	0.0090	0.0087	1,729	576
115	Nepal	0.0100	0.0097	1,922	641
116	Netherlands	1.3770	1.3338	264,613	88,204
117	New Zealand	0.3090	0.2993	59,379	19,793
118	Nicaragua	0.0050	0.0048	961	320
119	Niger	0.0030	0.0029	576	192
120	Nigeria	0.1820	0.1763	34,974	11,658
121	Norway	0.6790	0.6577	130,481	43,494
122	Oman	0.1110	0.1075	21,330	7,110
123	Pakistan	0.1140	0.1104	21,907	7,302
124	Palau	0.0010	0.0010	192	64
125	Panama	0.0900	0.0872	17,295	5,765
126	Papua New Guinea	0.0100	0.0097	1,922	641
127	Paraguay	0.0260	0.0252	4,996	1,665
128	Peru	0.1630	0.1579	31,323	10,441
129	Philippines	0.2120	0.2053	40,739	13,580
130	Poland	0.8370	0.8107	160,843	53,614
131	Portugal	0.3530	0.3419	67,835	22,612
132	Qatar	0.2690	0.2606	51,693	17,231
133	Republic of Korea	2.5740	2.4932	494,636	164,879
134	Republic of Moldova	0.0050	0.0048	961	320
135	Romania	0.3120	0.3022	59,956	19,985
136	Russian Federation	1.8660	1.8074	358,583	119,528
137	Rwanda	0.0030	0.0029	576	192

Ser.	Party	UN scale %**	CITES adjusted scale %	2023-2025 total contributions	Annual average contributions 2023-2025
138	Saint Kitts and Nevis	0.0020	0.0019	384	128
139	Saint Lucia	0.0020	0.0019	384	128
140	Saint Vincent and the Grenadines	0.0010	0.0010	192	64
141	Samoa	0.0010	0.0010	192	64
142	San Marino	0.0020	0.0019	384	128
143	Sao Tome and Principe	0.0010	0.0010	192	64
144	Saudi Arabia	1.1840	1.1468	227,525	75,842
145	Senegal	0.0070	0.0068	1,345	448
146	Serbia	0.0320	0.0310	6,149	2,050
147	Seychelles	0.0020	0.0019	384	128
148	Sierra Leone	0.0010	0.0010	192	64
149	Singapore	0.5040	0.4882	96,852	32,284
150	Slovakia	0.1550	0.1501	29,786	9,929
151	Slovenia	0.0790	0.0765	15,181	5,060
152	Solomon Islands	0.0010	0.0010	192	64
153	Somalia	0.0010	0.0010	192	64
154	South Africa	0.2440	0.2363	46,889	15,630
155	Spain	2.1340	2.0670	410,083	136,694
156	Sri Lanka	0.0450	0.0436	8,647	2,882
157	Sudan	0.0100	0.0097	1,922	641
158	Suriname	0.0030	0.0029	576	192
159	Eswatini	0.0020	0.0019	384	128
160	Sweden	0.8710	0.8437	167,377	55,792
161	Switzerland	1.1340	1.0984	217,917	72,639
162	Syrian Arab Republic	0.0090	0.0087	1,729	576
163	Tajikistan	0.0030	0.0029	576	192
164	Thailand	0.3680	0.3564	70,717	23,572
165	North Macedonia	0.0070	0.0068	1,345	448
166	Togo	0.0020	0.0019	384	128
167	Tonga	0.0010	0.0010	192	64
168	Trinidad and Tobago	0.0370	0.0358	7,110	2,370
169	Tunisia	0.0190	0.0184	3,651	1,217
170	Turkey	0.8450	0.8185	162,381	54,127
171	Uganda	0.0100	0.0097	1,922	641
172	Ukraine	0.0560	0.0542	10,761	3,587
173	United Arab Emirates	0.6350	0.6151	122,026	40,675
174	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	4.3750	4.2377	840,728	280,243
175	United Republic of Tanzania	0.0100	0.0097	1,922	641
176	United States of America	22.0000	22.0000	4,364,682	1,454,894
177	Uruguay	0.0920	0.0891	17,679	5,893
178	Uzbekistan	0.0270	0.0262	5,188	1,729
179	Vanuatu	0.0010	0.0010	192	64
180	Venezuela (Bolivarian Republic of)	0.1750	0.1695	33,629	11,210
181	Viet Nam	0.0930	0.0901	17,871	5,957
182	Yemen	0.0080	0.0077	1,537	512
183	Zambia	0.0080	0.0077	1,537	512
184	Zimbabwe	0.0070	0.0068	1,345	448
	Total	102.4470	100.0000	19,839,465	6,613,155

Total budget:

2023	6,345,108
2024	6,443,302
2025	7,051,055
TOTAL	19,839,465

** The UN scale is based on Resolution A/RES/76/238 on the *Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations* adopted by the General Assembly on 24 December 2021 for the period 2022-2024.

Annex 6

Projected actual salary costs for 2022 used in calculating staff costs

Staff category and level		2019	2020	2021	2022
A.	Professional category				
	D-2	286,000	291,720	297,554	303,505
	P-5	237,600	242,352	247,199	252,143
	P-4	204,000	208,080	212,242	216,486
	P-3	168,400	171,768	175,203	178,707
	P-2	138,600	141,372	144,199	147,083
B.	General Service category	135,500	138,210	140,974	143,794

* Projected actual salary costs for the full year 2022

** An increment of 2 % per annum of the 2022 projected actual salary costs was used for 2025. The increase in the staff costs does not reflect an increase in staff salaries due to inflation and fluctuation of the exchange rates.

Indicative staffing table for the Secretariat for the triennium 2023-2025

Funded from the general CITES Trust Fund (CTL) (used for costing purpose)

Staff category and level	Indicative level for 2020-2022			Proposed level for 2023-2025		
	Core funded	PSC (OTA)	Total	Core funded	PSC (OTA)	Total
<u>A. Professional categories</u>						
D-2 level	1.00	-	1.00	1.00	-	1.00
P-5 level	5.00	-	5.00	5.00	-	5.00
P-4 level	4.00	1.00	5.00	4.00	1.00	5.00
P-3 level	3.00	0.25	3.25	3.00	0.25	3.25
P-2 level	2.00	-	2.00	2.00	-	2.00
<i>Sub-total A:</i>	<i>15.00</i>	<i>1.25</i>	<i>16.25</i>	<i>15.00</i>	<i>1.25</i>	<i>16.25</i>
<u>B. General Service category</u>						
GS	8.00	2.00	10.00	8.00	2.00	10.00
<i>Sub-total B:</i>	<i>8.00</i>	<i>2.00</i>	<i>10.00</i>	<i>8.00</i>	<i>2.00</i>	<i>10.00</i>
TOTAL (A+B):	23.00	3.25	26.25	23.00	3.25	26.25

Note.

1. One administrative officer funded from the programme support costs
2. 0.25 Network Information officer funded from the programme support cost
3. Two GS positions funded from the programme support costs

Funded from the voluntary external Trust Fund (QTL) (used for costing purpose)

Staff category and level	Indicative level for 2020-2022			Proposed level for 2023-2025		
	External funded	PSC (OTA)	Total	External funded	PSC (OTA)	Total
<u>A. Professional categories</u>						
P-4 level	1.00	-	1.00	1.00	-	1.00
P-3 level	4.50	-	4.50	3.00	-	3.00
P-2 level	4.00	-	4.00	3.00	-	3.00
<i>Sub-total A:</i>	<i>9.50</i>	<i>-</i>	<i>9.50</i>	<i>7.00</i>	<i>-</i>	<i>7.00</i>
<u>B. General Service category</u>						
GS	3.00	-	3.00	3.00	-	3.00
<i>Sub-total B:</i>	<i>3.00</i>	<i>-</i>	<i>3.00</i>	<i>3.00</i>	<i>-</i>	<i>3.00</i>
TOTAL (A+B):	12.50	-	12.50	10.00	-	10.00